

# UNE STRATÉGIE NATIONALE POUR LA FORESTERIE COMMUNAUTAIRE EN RDC

**BRIEFING  
MARS 2018**



**RAINFOREST  
FOUNDATION UK**  
SECURING LANDS, SUSTAINING LIVES





Les membres d'une communauté locale dans la province d'Équateur collectent des produits forestiers. Crédit photo: GASHE



# INTRODUCTION

En février 2016, la République Démocratique du Congo (RDC) est devenue le plus récent pays du Bassin du Congo à développer une base juridique permettant aux communautés de gérer leurs propres forêts. La signature, par le Ministre de l'Environnement de la RDC, d'un arrêté ministériel<sup>1</sup> sur la gestion des concessions forestières des communautés locales (CFCL), a fait suite à un décret du Premier Ministre datant de 2014<sup>2</sup> qui énonçait la procédure par laquelle les communautés locales et les peuples autochtones pouvaient faire une demande de concession.

Ces nouvelles lois permettent de détenir, à titre perpétuel et pour un usage multiple, des concessions forestières communautaires pouvant mesurer jusqu'à 50 000 hectares – dix fois plus que la superficie maximale autorisée dans les autres pays de la région. Les implications potentielles de cette réforme sont considérables, sachant que la RDC détient la deuxième plus grande forêt tropicale contiguë et intacte au monde, soit plus de la moitié du total des forêts pluviales restantes dans le Bassin du Congo.

**LA RDC A UNE COUVERTURE FORESTIÈRE D'ENVIRON 100 MILLIONS D'HECTARES, AVEC ENVIRON 40 MILLIONS DE PERSONNES QUI DÉPENDENT DES FORÊTS POUR LEUR SUBSISTANCE.**



**40 MILLION**  
personnes en RDC  
dépendant des forêts



**50,000 HECTARES**  
la superficie maximale  
d'une CFCL



**100 MILLION**  
hectares de  
couverture forestière



**26.3 %**  
de la forêt congolaise est  
constituée d'aires protégées



**14.7 %**  
de la forêt congolaise  
est constituée de  
concessions forestières

<sup>1</sup> Arrêté ministériel No. 025/CAB/MINECN-DD/CJ/00/RBM/2016 du 9 février 2016 portant dispositions spécifiques relatives à la gestion et à l'exploitation de la concession forestière des communautés locales – République Démocratique du Congo.

<sup>2</sup> Décret n°14/018 du 2 août 2014 fixant les modalités d'attribution des concessions forestières aux communautés locales.

# CONTEXTE

---

Ces dernières années, la gestion communautaire des forêts est devenue de plus en plus reconnue comme ayant le potentiel de réduire la déforestation et améliorer les moyens de subsistance des communautés rurales qui dépendent totalement des forêts pour leur survie. De fait, il existe un consensus selon lequel les superficies forestières sous contrôle des communautés donnent souvent de meilleurs résultats d'un point de vue social et environnemental<sup>3</sup>.

Dans le Bassin du Congo, la gestion communautaire offre une alternative très attendue à l'exploitation industrielle – qui n'a pas pu impulser le développement local – et aux projets de conservation qui sont souvent mis en œuvre sans tenir compte des moyens de subsistance et des droits fonciers coutumiers des communautés forestières. En RDC ces nouveaux textes mettent en place un cadre légal pour la gestion des ressources forestières par les communautés locales elles-mêmes. La grande majorité des forêts de RDC ont, pendant longtemps, été occupées et gérées par les communautés locales et cette législation représente une opportunité quasiment sans précédent de placer officiellement de grandes superficies forestières sous contrôle communautaire.

Néanmoins, il subsiste un certain nombre de défis à relever pour garantir le succès de la foresterie communautaire en RDC. Avant tout, il convient de souligner le besoin de renforcer les capacités de tous les acteurs impliqués dans le processus de foresterie communautaire et notamment de l'administration forestière chargée d'attribuer et d'assurer le suivi de l'exploitation des concessions forestières communautaires, en particulier au niveau local. Ceci est primordial pour mitiger certains risques, et pour assurer le développement d'une vision commune dans la manière dont la foresterie

communautaire peut être développée au profit des communautés à travers tout le pays.

En réponse à ces défis, une Table Ronde Multi-Acteurs sur la foresterie communautaire a été initiée en octobre 2015 à Kinshasa, dans le but de forger un consensus entre les différentes parties prenantes sur le développement harmonieux du processus et de développer, en partenariat, une Stratégie Nationale relative à la Foresterie Communautaire (SNFC) ainsi qu'un plan d'action pour sa mise en œuvre à travers le pays.

Cette note décrit les principaux éléments de cette nouvelle stratégie et donne une vue d'ensemble concise du processus de table ronde qui a débouché sur la rédaction de cet important document.



*Un participant prend la parole lors de la première Table Ronde Multi-Acteurs provinciale à Mbandaka, Septembre 2017.*

---

<sup>3</sup> Voir : E. Ostrom, 2015, *Governing the commons*. Cambridge University Press ; A. Agrawal, 2001, "Common property institutions and sustainable governance of resources," *World Development* 29(10) ; A. Agrawal & E. Ostrom, 2001, "Collective action, property rights, and decentralization in resource use in India and Nepal," *Politics & Society* 29(4).

# LA TABLE RONDE MULTI-ACTEURS SUR LA FORESTERIE COMMUNAUTAIRE

## JUSTIFICATION

En 2014, suite à la signature du décret relatif à la foresterie communautaire, un certain nombre de défis est apparu sur le chemin du développement de la foresterie communautaire en RDC<sup>4</sup>. Par exemple, le manque de capacités administratives, particulièrement au niveau local et provincial, là où les nouveaux textes légaux placent les pouvoirs de décision sur l'octroi et le suivi des CFCL, les risques liés à l'influence de certaines élites, et ceux relatifs aux abus du système par des exploitants forestiers. La création d'une série de nouveaux outils légaux et de directives juridiques aidant à réguler la création et le développement des CFCL est, elle aussi, nécessaire.

D'autres tendances inquiétantes menaçant d'ébranler la foresterie communautaire, avant même qu'elle ait eu la chance d'être réellement mise en place, sont apparues. Certaines organisations de la société civile congolaise ont rapporté une prolifération des demandes de CFCL, appuyées par des ONG extérieures, dans des forêts où les communautés locales n'ont pas été informées ou consultées et ne sont donc pas pleinement impliquées dans le processus. Dans de nombreux cas, les concessions ont été allouées arbitrairement. Des craintes existent quant à une possible précipitation dans l'installation des CFCL sans le travail de terrain nécessaire auprès des communautés.

La Table Ronde Multi-Acteurs nationale sur la Foresterie Communautaire a été initiée en 2015 pour remédier à de tels risques. Elle réunit différentes parties prenantes impliquées dans le développement de la foresterie communautaire en RDC et les amène à s'accorder sur une stratégie nationale et une approche développée par consensus. La Table Ronde sert également de forum pour partager les leçons tirées des projets pilotes menés

au travers de la RDC, à la fois pour les meilleures pratiques mais également pour identifier les obstacles se posant face au processus national.

**LA TABLE RONDE MULTI-ACTEURS SUR LA FORESTERIE COMMUNAUTAIRE EST COORDONNÉE PAR LE CENTRE D'APPUI À LA GESTION DURABLE DES FORÊTS TROPICALES (CAGDFT), AVEC LE SOUTIEN DE LA RAINFOREST FOUNDATION UK (RFUK), LE WORLD RESOURCE INSTITUTE (WRI), L'USAID ET LE DÉPARTEMENT BRITANNIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (DFID), AINSI QUE L'APPUI POLITIQUE DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À TRAVERS SA DIVISION DE LA FORESTERIE COMMUNAUTAIRE AU SEIN DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FORÊTS.**

<sup>4</sup> Rainforest Foundation, 2014, Nouveau décret relatif à la foresterie communautaire en RDC <http://www.mappingforrights.org/files/37742%20RFUK%20CF%20Briefing%20Statement%20French.pdf>

## A QUOI SERT LA TABLE RONDE?

La Table Ronde sur la Foresterie Communautaire est convoquée avec les objectifs suivants:

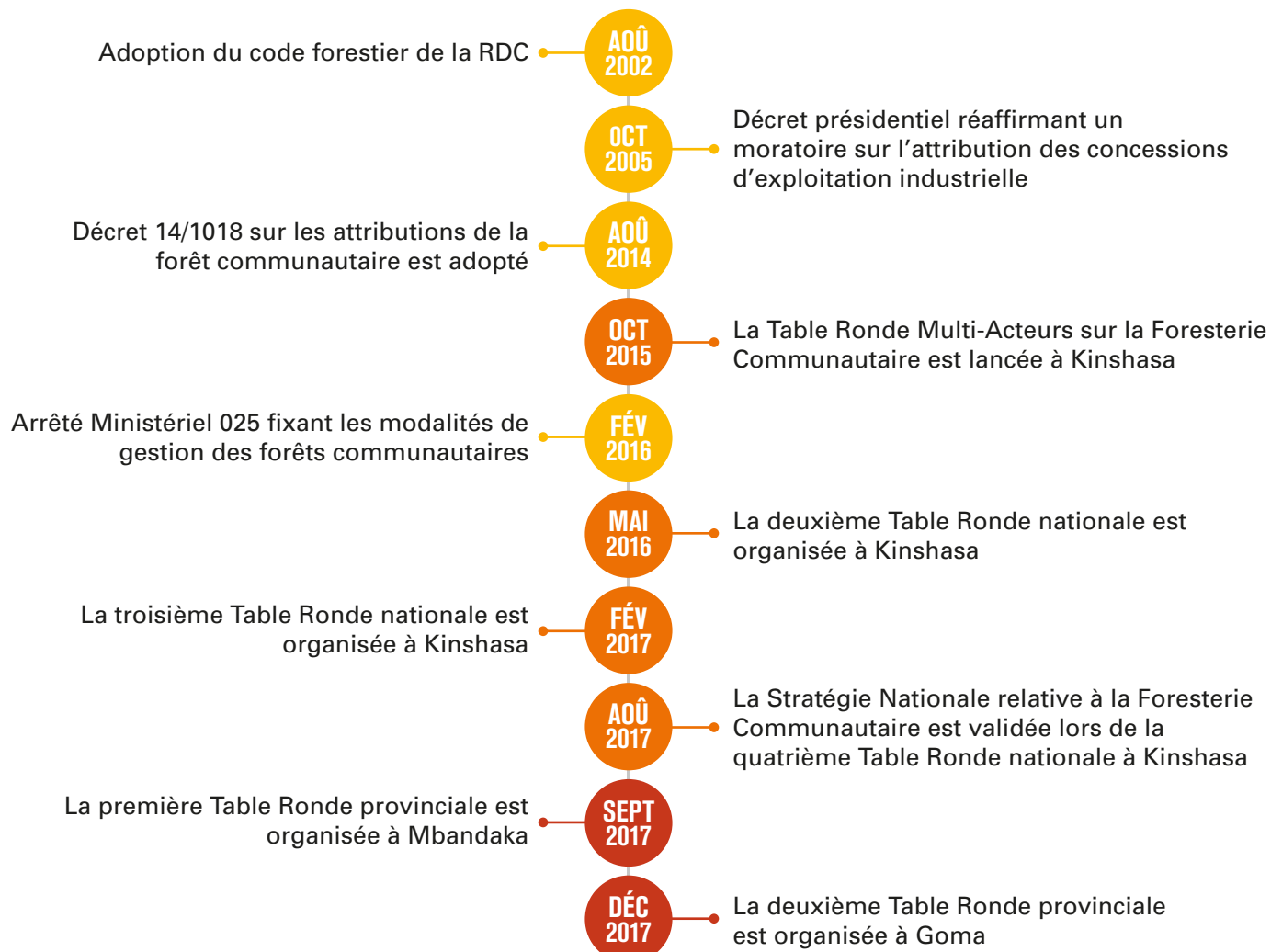
- Développer et valider la Stratégie Nationale relative à la Foresterie (SNFC) de manière participative et dans le but d'acquérir un appui gouvernemental officiel ;
- Surveiller la mise en place de la SNFC et des plans d'actions connexes ;
- Fournir un espace où les parties prenantes et les praticiens puissent échanger régulièrement leurs points de vue sur toutes les questions liées au développement harmonieux de la foresterie communautaire et de trouver un consensus sur les points de divergence ;
- Informer les discussions sur les politiques qui peuvent être mises en place pour soutenir le développement des forêts communautaires, à partir des connaissances acquises sur le terrain et en collaboration avec d'autres processus comme la réforme foncière, les processus de décentralisation, d'aménagement du territoire et les initiatives REDD+ ;
- Partager des idées, des expériences et les bonnes pratiques provenant de la mise en place des forêts communautaires en RDC et ailleurs (dans la région et dans le monde), notamment au travers de l'identification et de la surveillance d'un nombre limité de projets pilotes et prévus dans différents contextes sociaux, et géographiques à travers toute la RDC ;
- Renforcer la collaboration entre les parties prenantes impliquées à tous les niveaux (national, provincial et local) de la RDC.

Pour résumer, la Table Ronde Multi-Acteurs représente une plateforme nationale unique de consultation, de coordination et de dialogue entre les divers acteurs impliqués dans la foresterie communautaire, y compris des organisations de femmes, des groupes autochtones et des autorités nationales. En réunissant les acteurs gouvernementaux et internationaux, les organisations de la société civile, le secteur privé et des représentants locaux, elle offre un espace nécessaire pour le développement participatif, progressif et contrôlé des forêts communautaires en RDC.





## DATES CLÉS DU DÉVELOPPEMENT DE LA FORESTERIE COMMUNAUTAIRE EN RDC



*Les participants se réunissent à la première Table Ronde Multi-Acteurs provinciale à Mbandaka, Équateur.*

# LA STRATEGIE NATIONALE RELATIVE A LA FORESTERIE COMMUNAUTAIRE

Jusqu'à présent, la principale réalisation du processus de Table Ronde Multi-Acteurs a été le développement participatif de la Stratégie Nationale qui a été validé unanimement au cours de la quatrième Table Ronde nationale à Kinshasa en août 2017, en préparation d'une adoption officielle par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. La SNFC est un outil d'orientation à la fois pour les actions menées au niveau administratif mais également celles menées sur le terrain avec les communautés.

L'objectif global de la SNFC est de promouvoir, par consensus, un modèle de foresterie communautaire durable et flexible établi de manière transparente et contrôlée entre les différentes parties prenantes, via une approche progressive et en accord avec les lois et réglementations en vigueur.

Les principaux points de la Stratégie Nationale sont les suivants :

## PRINCIPES GÉNÉRAUX

Des engagements sont pris sous certains principes clés, à savoir :

- a) le respect des droits traditionnels des communautés, notamment des peuples autochtones et des femmes, sur leurs terres et leurs ressources forestières ;
- b) le respect des structures traditionnelles communautaires comme base de gestion des concessions forestières de communautés locales (CFCL), tout en promouvant l'inclusion de tous les groupes de la communauté ainsi que le rôle des femmes et des jeunes ;
- c) le soutien au processus de décentralisation de la RDC et au renforcement des capacités de l'administration locale.

## OBJECTIFS

1. Garantir aux communautés locales des espaces juridiquement sécurisés en leur permettant de valoriser les ressources forestières qu'ils renferment.
2. Contribuer de manière substantielle à la réduction de la pauvreté, à la paix et à la cohésion sociale en milieu rural et développer des mécanismes de partage des revenus issus de l'exploitation des concessions forestières des communautés locales.
3. Développer une expertise locale et communautaire outillée pour bien assurer la gestion des concessions forestières des communautés locales octroyées.
4. S'assurer que la foresterie communautaire joue un rôle positif dans le processus de planification territoriale (zonage des forêts et aménagement du territoire).



*Une communauté locale dans la province d'Équateur est informée sur la foresterie communautaire.  
Crédit photo: GASHE*



---

## UNE APPROCHE PROGRESSIVE

La foresterie communautaire en RDC doit être déployée via une approche progressive, et avec une phase expérimentale de 5 ans. Durant cette période, différentes approches de la foresterie communautaire vont être testées à travers plusieurs projets pilotes officiellement reconnus. Cette phase nécessite le renforcement des capacités légales, institutionnelles et opérationnelles de tous les acteurs impliqués dans le processus de foresterie communautaire.

Cette phase expérimentale est aussi, et avant tout, une période d'apprentissage des leçons tirées du terrain et d'ailleurs. Cette approche permet d'évaluer la mise en place graduelle de la foresterie communautaire en RDC, dans le but d'ajuster les cadres légaux et les mécanismes institutionnels selon la réalité du terrain dans les différentes provinces.

---

### OBJECTIFS À COURT TERME

1. Un nombre raisonnable limité de concessions pilotes est défini à court terme, en tenant compte des différentes options de gestion prévues dans le cadre réglementaire.

2. Toutes les communautés qui ont sollicité un accompagnement dans les phases de demande et de gestion de leurs concessions bénéficient d'un appui, notamment dans la préparation de plans simples de gestion et autres documents administratifs et techniques.

3. Tous les outils juridiques, techniques et opérationnels requis pour l'attribution, la gestion durable et l'exploitation des concessions pilotes sont élaborés et mis à la disposition des communautés locales et des peuples autochtones.

4. Une base de données centrale (ou un registre) des demandes de CFCL, y compris les données géospatiales sur les concessions pilotes, est établie par l'administration forestière et partagée entre les trois niveaux de gouvernance forestière (nationale, provinciale et locale) pendant toute la durée du processus.

5. Documentation des leçons tirées des concessions pilotes, en vue de faciliter la révision éventuelle du cadre réglementaire (y compris les procédures et outils) et d'éclairer le développement de la foresterie communautaire à travers tout le pays.

---

### ACTIONS STRATÉGIQUES

- Développement de critères de sélection pour les concessions forestières communautaires pilotes d'une manière transparente et participative.
- La sélection d'un nombre défini de concessions pilotes qui soient conformes à ces critères pour la phase expérimentale.

- Appui aux communautés locales et aux peuples autochtones pour l'obtention, la gestion et l'exploitation de ces concessions, y compris la préparation de plans simples de gestion et autres documents administratifs et techniques requis.

- Garantir que l'administration des forêts dispose de l'accompagnement nécessaire pour produire les outils techniques et opérationnels requis pour tester l'attribution, la gestion durable et l'exploitation de ces concessions pilotes.

- Etablissement d'un système de suivi au niveau national pour documenter l'attribution des CFCL.

- Documentation des leçons tirées de la phase expérimentale, en vue d'améliorer le cadre juridique et réglementaire autour de la foresterie communautaire.



# CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La validation de la Stratégie Nationale a été la réalisation la plus importante de la Table Ronde Multi-Acteurs en tant que processus transparent et inclusif de développement des forêts communautaires en RDC. Afin de pérenniser le processus de Table Ronde et de soutenir la Stratégie Nationale, ainsi que de faire face proactivement aux risques potentiels menaçant les forêts communautaires, les mesures suivantes sont proposées:

- Le cadre légal relativement récent portant sur les forêts communautaires a créé de nouvelles responsabilités pour l'administration forestière locale et provinciale ainsi que pour la *Division de la Foresterie Communautaire (DFC)* au niveau national. Le ministère de l'Environnement et du Développement Durable de la RDC et les bailleurs de fonds internationaux devraient s'assurer que la DFC et que l'administration forestière locale et provinciale soient dotées de capacités et ressources suffisantes pour superviser le suivi et la coordination du processus de foresterie communautaire.
- L'approche progressive du développement des forêts communautaires, décrite dans la Stratégie Nationale, doit être respectée. La prolifération des CFCL sans tenir compte de la Stratégie Nationale ni du cadre juridique peut poser de sérieux risques pour la viabilité à long terme de la foresterie communautaire en RDC. Les autorités chargées de la foresterie communautaire à tous les niveaux, ainsi que les ONG internationales et les bailleurs de fonds, devraient être conscients des risques inhérents à une telle approche et s'assurer que la procédure établie durant la création de nouvelles CFCL est respectée.
- La Stratégie Nationale devrait être diffusée à toutes les parties prenantes et à tous les acteurs concernés au sein de l'administration forestière nationale, provinciale et locale. Nous recommandons le contrôle permanent de la mise en place de la Stratégie Nationale par le ministère de l'Environnement.
- Il est crucial que toutes les organisations impliquées dans les projets de foresterie communautaire en RDC soient encouragées à s'engager dans le processus de Table Ronde qui représente une plateforme d'échange de bonnes pratiques, d'identification des obstacles et de partage d'expériences.
- Il faut également s'assurer que le développement de la foresterie communautaire soit coordonné efficacement avec d'autres processus comme la réforme de l'aménagement du territoire, la réforme foncière et le REDD+.

Enfin, le suivi, l'évaluation et la communication au sujet des avancées de la mise en place de la Stratégie Nationale devraient être garanties par 4 axes :

1. l'établissement d'un comité de pilotage (aux niveaux national et provinciaux) ;
2. la convocation régulière des Table Ronde Multi-Acteurs (nationales et provinciales) pour intensifier le dialogue entre les parties impliquées ;
3. l'établissement d'une base de données regroupant les CFCL ; et
4. le suivi permanente de ces CFCL afin d'évaluer l'impact sur la protection des forêts ainsi que sur les facteurs de déforestation et de dégradation.





# FORÊTS COMMUNAUTAIRES EN RDC

*« Forêts Communautaires en RDC » est un projet de consortium qui vise à établir un modèle de gestion forestière communautaire efficace, centré sur les droits, les besoins et les priorités des communautés locales, y compris celles des groupes marginalisés tels que les peuples autochtones et les femmes. L'objectif global du projet est de réduire la pauvreté, d'améliorer les moyens de subsistance et de réduire la déforestation dans le bassin du Congo.*

Pour plus d'informations, visitez [www.rainforestfoundationuk.org](http://www.rainforestfoundationuk.org)





# FORÊTS COMMUNAUTAIRES EN RDC

Garantir les droits des communautés et protéger leurs moyens d'existence

APPUYÉ PAR :



CONTACTEZ-NOUS :

---

Rainforest Foundation UK (RFUK):  
2-4 The Atelier, The Old Dairy Court,  
17 Crouch Hill, London, N4 4AP, United Kingdom  
+44 (0) 20 7485 0193  
[info@rainforestuk.org](mailto:info@rainforestuk.org)  
[Rainforestfoundationuk.org](http://Rainforestfoundationuk.org)

Centre d'Appui à la Gestion Durable des Forêts Tropicales (CAGDFT)  
Avenue Tombalbaye, no 46, immeuble Zeka, Gombe, Kinshasa  
République Démocratique du Congo  
+243 81 69 63 768      +243 84 42 83 637  
[cagdft19@gmail.com](mailto:cagdft19@gmail.com)

---

Photo de couverture: Groupe d'Action pour Sauver l'Homme et son Environnement (GASHE)

Imprimé sur du papier 100% recyclé post-consommation